



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trentième session

Khartoum (Soudan), 19-23 février 2018

La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique: perspectives et nouveaux enjeux

Résumé

La prévalence de la sous-alimentation ne s'est guère améliorée depuis 2010 et les estimations les plus récentes suggèrent qu'elle est en augmentation. L'aggravation de la situation est due à des conditions climatiques défavorables, à des conflits et à un environnement économique mondial difficile. Par ailleurs, l'accroissement rapide de la population est un défi qu'il faudra relever pour réaliser l'objectif de développement durable (ODD) 2 en Afrique subsaharienne au cours des prochaines décennies. La production alimentaire devra augmenter dans des proportions considérables pour répondre à la demande croissante, tandis que le changement climatique aggravera les problèmes existants. Il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes des migrations et d'améliorer les possibilités de revenus dans les zones rurales pour lutter contre la faim et la malnutrition.

Dans le même temps, l'accroissement de la population et des revenus, ainsi que les migrations, offrent des possibilités de développement pour l'agriculture et le secteur agroalimentaire au plan local si les agriculteurs et les entrepreneurs peuvent répondre à la hausse de la demande et à l'évolution des préférences alimentaires des consommateurs. Pour exploiter ces possibilités, il faudra investir dans la recherche-développement afin d'appuyer l'intensification durable et de faciliter les investissements dans les biens publics en vue d'aider les acteurs privés à investir dans l'ensemble de la chaîne de valeur. Il est tout aussi important d'accroître les dépenses agricoles que d'établir des priorités en matière de dépenses. Un environnement réglementaire favorable encouragera les investisseurs privés. Couplé à des investissements publics stratégiques, il améliorera le fonctionnement des marchés et facilitera le commerce.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



ARC30

Questions à porter à l'attention de la Conférence régionale

La Conférence est invitée à examiner les défis et les domaines d'action prioritaires liés à l'examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique:

- a) Les tendances de la sous-alimentation et de la malnutrition, sous toutes leurs formes, ainsi que leurs causes principales, et la nécessité de redoubler d'efforts pour réaliser l'ODD 2 en s'appuyant également sur les possibilités offertes par la Décennie d'action sur la nutrition.
- b) Le système alimentaire face aux défis et aux enjeux de l'augmentation rapide de la population, de la hausse des revenus, de l'accélération des flux migratoires et de l'urbanisation ainsi que l'évolution des régimes alimentaires.
- c) L'impérative nécessité, face à la raréfaction croissante des terres, d'augmenter la productivité agricole en investissant dans la recherche et le développement et d'autres biens publics pour obtenir une croissance et une diversification durables de la production.
- d) L'importance qu'il y a de faciliter et de renforcer la participation du secteur privé dans la transformation du système alimentaire afin de mieux réaliser les objectifs de développement, notamment en donnant la possibilité aux petits exploitants de tirer profit des nouvelles chaînes de valeur, de créer des débouchés pour les jeunes et d'améliorer la qualité des régimes alimentaires pour prévenir la malnutrition sous toutes ses formes.

I. Progrès dans la réalisation de l'ODD 2

A. Situation et évolution de la sécurité alimentaire

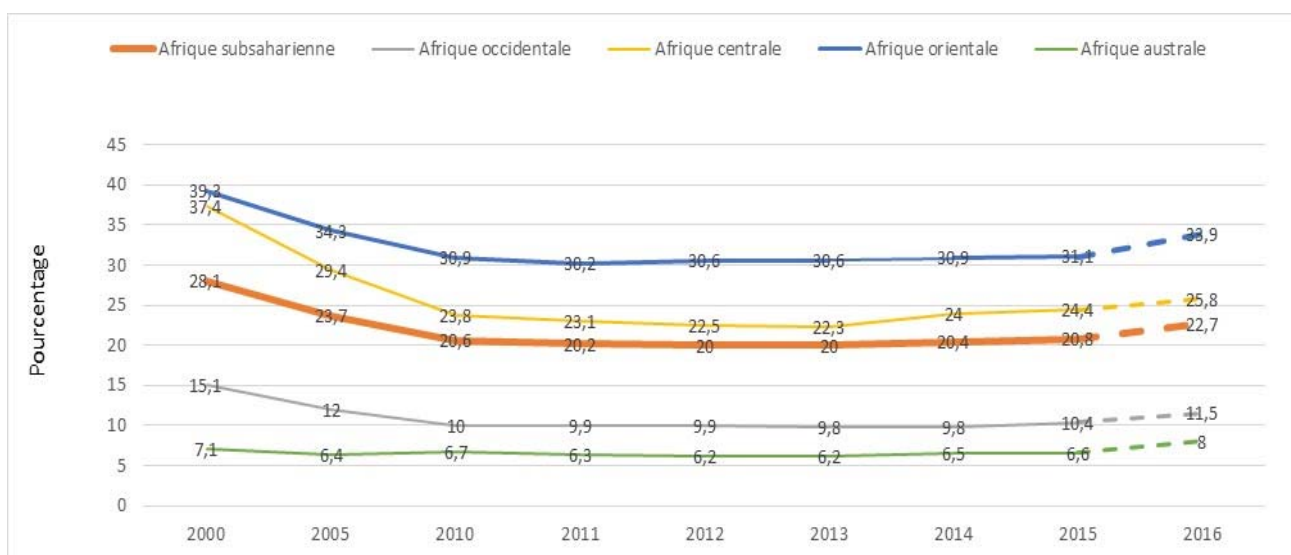
1. L'alimentation et l'agriculture jouent un rôle déterminant dans la vision du développement durable telle qu'elle est exposée dans le Programme 2030 et énoncée dans l'ODD 2: «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable». Les progrès accomplis dans la réalisation de la cible 2.1 de l'ODD 2, qui se concentre sur l'accès à la nourriture pour tous, et de la cible 2.2, qui vise à mettre fin à toutes les formes de malnutrition, sont évalués à l'aide des indicateurs approuvés présentés ci-dessous.

Indicateur 2.1.1 des ODD: Prévalence de la sous-alimentation

2. Entre 2000 et 2010, l'Afrique subsaharienne a fait de réels progrès dans la lutte contre la faim (figure 1). Depuis 2010, la tendance est restée stable dans toutes les régions mais de 2015 à 2016, elle est passée de 20,8 à 22,7 pour cent.

3. Si les tendances dans les sous-régions sont uniformes, les niveaux de prévalence de la sous-alimentation varient considérablement. La prévalence de la sous-alimentation en Afrique australe et occidentale est très nettement inférieure à la moyenne régionale. Elle est néanmoins supérieure à la moyenne en Afrique centrale et beaucoup plus élevée en Afrique orientale.

FIGURE 1: PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET DANS LES SOUS-RÉGIONS DE 2000 À 2016

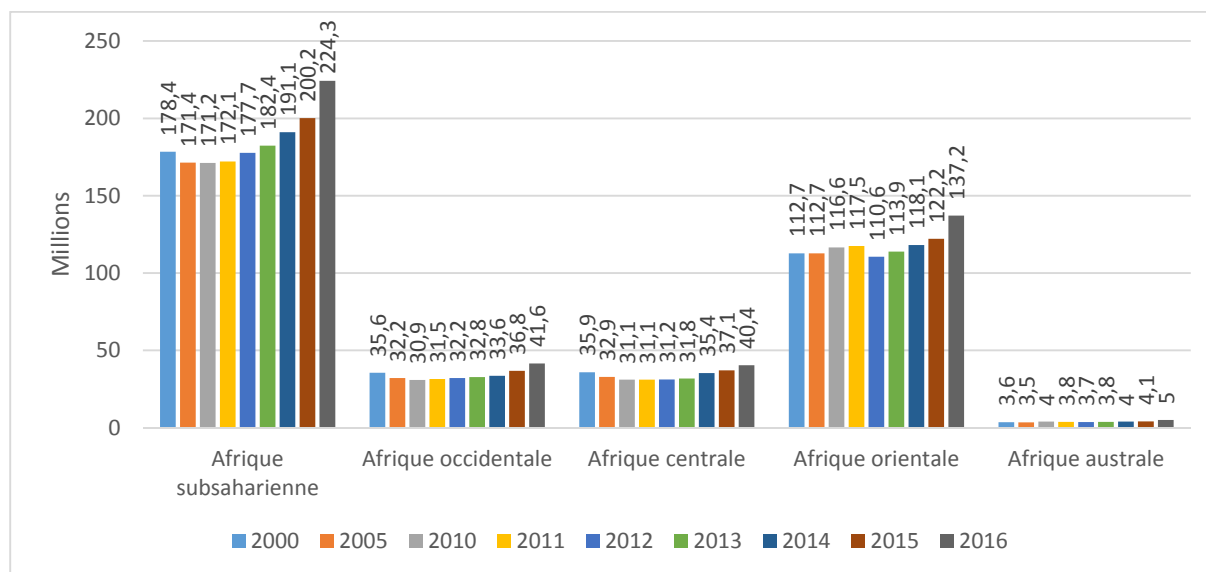


Source: FAO (2017).

4. Une tendance similaire se dégage pour le nombre de personnes sous-alimentées: la baisse qui a eu lieu entre 2000 et 2010 a été suivie d'une hausse progressive qui s'accélère à partir de 2013 (figure 2). En 2016, environ 224 millions de personnes souffraient de sous-alimentation en Afrique subsaharienne, soit 53,1 millions de plus qu'en 2010.

5. Les personnes sous-alimentées vivent, pour la plupart, en Afrique orientale. Le nombre de celles qui vivent en Afrique australe est relativement faible. Depuis 2010, l'Afrique orientale représente 39 pour cent de l'augmentation du nombre total de personnes sous-alimentées. L'Afrique occidentale et l'Afrique centrale représentent respectivement 20 et 18 pour cent et l'Afrique australe moins de 2 pour cent.

FIGURE 2: NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET DANS LES SOUS-RÉGIONS DE 2000 À 2016



Source: FAO.

Indicateur 2.1.2 des ODD: Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience¹

6. Le tableau 1 montre l'estimation FIES de la prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans les populations, c'est-à-dire le nombre de personnes vivant dans des ménages où au moins un adulte souffre d'insécurité alimentaire grave, en pourcentage de la population totale. L'estimation FIES confirme les craintes selon lesquelles l'insécurité alimentaire est peut-être en hausse en Afrique subsaharienne, région qui compte près de la moitié des personnes gravement touchées par l'insécurité alimentaire dans le monde.

Tableau 1: PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRAVE (MESURÉE AU MOYEN DE LA FIES) DANS LE MONDE ET EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (2014-2016)

	Insécurité alimentaire grave – prévalence (pour cent)						Insécurité alimentaire grave - nombre de personnes (millions)					
	2014		2015		2016		2014		2015		2016	
Monde	9,2	(±0,5)	8,8	(±0,4)	9,3	(±0,4)	665,9	(±35,7)	645,1	(±31,7)	688,5	(±27,6)
Afrique subsaharienne	28,3	(±1,0)	28,7	(±0,9)	31,0	(±0,8)	265,0	(±9,5)	275,7	(±8,6)	306,7	(±8,3)

Source: FAO, Résultats d'enquête sur l'insécurité alimentaire [Initiative Voices of the Hungry].

¹ L'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience (FIES) est un outil que la FAO a récemment élaboré pour compléter les informations fournies par la méthode d'évaluation de la sous-alimentation. La FIES est basée sur des données recueillies directement à partir d'échantillons représentatifs d'individus et mesure la capacité des personnes à obtenir une nourriture adéquate. Elle peut mesurer l'insécurité alimentaire modérée et grave, mais dans le présent document, seules les estimations de la prévalence de l'insécurité alimentaire grave sont présentées.

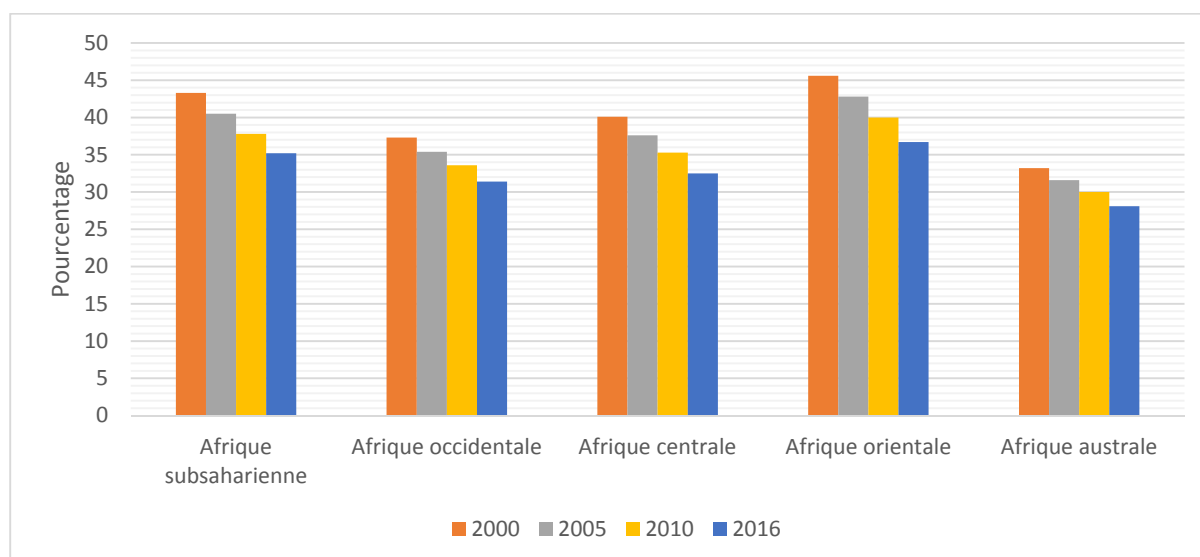
Notes: Nombre de personnes vivant dans des ménages où au moins un adulte a été considéré en situation d'insécurité alimentaire grave, en pourcentage de la population totale.
Les marges d'erreur sont entre parenthèses.

B. Évolution des multiples fardeaux liés à la malnutrition en Afrique²

Indicateur 2.2.1 des ODD: Prévalence du retard de croissance

7. À l'échelle mondiale, le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance était de 154,8 millions en 2015 et près de 56,8 millions d'entre eux (34,1 pour cent) vivent en Afrique subsaharienne. La prévalence la plus élevée est enregistrée en Afrique orientale, où 36,7 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance. Les améliorations ont été constantes, mais modestes (figure 3). Dans l'ensemble, la prévalence dans la région a diminué de 8,1 points de pourcentage au cours des 15 dernières années, soit une amélioration modeste mais constante.

FIGURE 3: PROPORTION D'ENFANTS ÂGÉS DE MOINS DE CINQ SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE, PAR SOUS-RÉGION EN 2000-2015



Source: UNESCO, UNICEF et Banque mondiale 2017. Joint Child Malnutrition Estimates 2017 [estimations de la malnutrition chez l'enfant] (voir <http://www.who.int/nutgrowthdb/estimates/en/>)

Indicateur 2.2.2 des ODD: Prévalence de l'émaciation et du surpoids chez les enfants

1) Émaciation des enfants

8. En 2016, 51,7 millions d'enfants (7,7 pour cent) ont souffert d'émaciation dans le monde. Sur ce chiffre, 11,8 millions d'enfants émaciés vivent en Afrique subsaharienne, où le taux de prévalence est de 7,3 pour cent. Les pays d'Afrique occidentale et centrale sont les plus touchés.

² Les données sur le retard de croissance, l'émaciation et le surpoids chez les enfants de moins de cinq ans proviennent de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque mondiale. 2017. Estimations conjointes de malnutrition infantile 2017 (disponible à <http://www.who.int/nutgrowthdb/estimates/en/>).

2) Enfants en surpoids

9. À l'échelle mondiale, environ 40,6 millions d'enfants sont en surpoids, soit 6 pour cent de tous les enfants de moins de cinq ans. Parmi ceux-ci, environ 6,4 millions vivent en Afrique subsaharienne. La prévalence régionale, qui est de 3,9 pour cent, est inférieure à la moyenne mondiale et a stagné au cours des deux dernières décennies. Cependant, la situation en Afrique australe est assez différente puisque ce que le taux est actuellement de 11,8 et que la tendance est en augmentation constante. L'Afrique australe affiche le taux de prévalence le plus élevé dans le monde.

C. Principaux facteurs déterminants de la sécurité alimentaire et de la nutrition

10. Dans de nombreux pays, l'aggravation de la situation en 2015 et 2016 est due à des conditions climatiques défavorables, souvent liées au phénomène El Niño, qui a entraîné de mauvaises récoltes et une perte de bétail. Les conflits, auxquels s'ajoutent, parfois, une sécheresse ou des inondations, ont également aggravé l'insécurité alimentaire dans plusieurs pays. Par ailleurs, la situation en matière de sécurité alimentaire a empiré en raison de la baisse des prix des produits de base à l'exportation et d'un contexte économique mondial difficile.

11. Il n'est pas facile de comprendre la situation actuelle en Afrique subsaharienne. En effet, la sécurité alimentaire, en termes d'apport énergétique, semble se dégrader tandis que la dénutrition infantile continue de baisser et que l'obésité est en forte hausse. Cependant, les résultats nutritionnels ne montrent une aggravation de l'insécurité alimentaire qu'avec un certain retard. La progression du surpoids et de l'obésité sont imputables à la hausse des revenus, à l'urbanisation et aux changements de modes de vie correspondants que connaissent certaines parties de la population.

12. Selon des estimations récentes, les efforts qui sont déployés pour éradiquer la pauvreté et la faim dans le processus de l'après-2015 concernant les objectifs du Millénaire pour le développement se heurtent aux problèmes considérables que sont, notamment, les taux d'accroissement élevés de la population, le changement climatique, les inégalités entre les sexes, les déséquilibres sociaux et économiques et la prolifération des conflits. Les sections suivantes portent essentiellement sur les problèmes posés par l'augmentation de la demande et l'évolution des régimes alimentaires qui accompagnent l'accroissement rapide de la population, les migrations, l'urbanisation et la hausse des revenus, et sur les opportunités qui en découlent.

II. Accroissement de la population, migrations, urbanisation et hausse du revenu – augmentation et changement de la demande d'aliments

13. Certains des plus grands problèmes auxquels se heurte l'Afrique subsaharienne pour éliminer la pauvreté et la faim résultent de l'accroissement rapide de la population et de l'évolution de la structure démographique auxquels le continent devra faire face au cours des prochaines décennies. D'ici à 2050, la population de la région passera de 969 millions en 2015 à 2 168 millions en 2050³.

14. L'augmentation de la population et la croissance du PIB par habitant entraîneront une hausse significative de la demande de produits agricoles. Or la production agricole devra plus que doubler d'ici à 2050 pour répondre à cette demande⁴. Globalement, les marchés de l'agriculture et de

³ ONU. 2017. Perspectives de la population mondiale: la révision de 2017. New York, États-Unis, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Division de la population. Voir: <http://www.un.org/en/development/desa/population/>.

⁴ FAO. 2017. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. Tendances et défis. Rome.

l'agroalimentaire devraient passer de 313 milliards d'USD aujourd'hui à environ 1 000 milliards d'USD en 2030⁵.

15. Les changements démographiques, la transformation structurelle, l'émigration rurale et l'urbanisation entraînent des changements dans les systèmes alimentaires de la région et remettent en question les moyens traditionnels d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Les migrations sont inhérentes à la transformation structurelle et font partie du processus de développement. Cependant, l'émigration rurale-urbaine n'est pas la seule réalité et la plus grande partie des migrations en Afrique subsaharienne ont lieu entre les zones rurales⁶.

16. La demande de nourriture augmentera de manière significative, mais l'augmentation des revenus, l'évolution des modes de vie et une plus grande participation des femmes à la main-d'œuvre aura une incidence considérable sur la composition des régimes alimentaires. En effet, la consommation de produits non céréaliers connaîtra une hausse disproportionnée, notamment les fruits, les légumes, la viande, le poisson, les œufs, le lait et les huiles comestibles, par rapport aux céréales secondaires, aux plantes-racines et aux légumineuses⁷.

17. Le type et la qualité des produits demandés connaîtront également une évolution importante. Par exemple, le riz de «qualité supérieure» représente 30 pour cent de la consommation totale de riz dans les zones rurales, mais 70 pour cent dans les zones urbaines⁸. En outre, les consommateurs seront de plus en plus dépendants d'aliments transformés qui sont faciles à transporter, entreposer et préparer. La demande d'aliments emballés augmente également⁹.

18. Cette augmentation et ce changement de la demande constituent également une opportunité pour le continent. Selon les éléments recueillis, la balance commerciale des produits agricoles s'est dégradée en Afrique subsaharienne, mais la production locale a permis de répondre presque intégralement à la hausse de la demande enregistrée au cours des 50 à 60 dernières années¹⁰. En moyenne, seulement 10 pour cent environ de la nourriture consommée sur le continent est importée¹¹, mais ce chiffre, qui est en hausse¹², est beaucoup plus élevé pour certains pays. La transformation du système alimentaire offre aux agriculteurs et aux entreprises agroalimentaires des possibilités d'élargir et de diversifier leurs activités (voir section IV). Il est particulièrement important que les 330 millions de jeunes qui entreront sur le marché du travail au cours des 15 prochaines années puissent tirer profit des débouchés qui seront créés¹³.

⁵ Banque mondiale. 2013. L'Afrique en croissance. Libérer le potentiel du secteur agroalimentaire. Banque mondiale, Washington, DC.

⁶ Les migrations entre les zones rurales représentent environ 80 pour cent des migrations au Nigeria et en Ouganda, 50 pour cent au Kenya et au Sénégal et 38 pour cent au Burkina Faso. Pour de plus amples informations, voir Mercandalli, S. & Losch, B. Eds. 2017. L'Afrique rurale en mouvement. Dynamique et facteurs de migrations dans le sud du Sahara. Rome, FAO et CIRAD.

⁷ FAO. 2017. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. Tendances et défis. Rome.

⁸ BAD (Groupe de la Banque africaine de développement). 2016. Nourrir l'Afrique: Stratégie pour la transformation de l'agriculture en Afrique pour la période 2016-2025. Abidjan.

⁹ Acquaye, D. 2012. The roles and opportunities for the private sector in Africa's agro-food industry. UNDP African Facility for Inclusive Markets. UNDP, New York, USA.

¹⁰ Vorley, B. & Lançon, F. 2016. Food consumption, urbanisation and rural transformation: the trade dimensions. Working Paper. London, International Institute for Environment and Development.

¹¹ Reardon, T. & Timmer, C.P. 2007. Transformation of markets for agricultural output in developing countries since 1950: how has thinking changed? In R. Evenson & P. Pingali, eds. Handbook of agricultural economics, pp. 2807–2855. Elsevier.

¹² Manitra A. Rakotoarisoa, M.A., Iafate, M., & Paschali, M. 2011. Why has Africa become a net food importer? Explaining Africa agricultural and food trade deficits. Trade and Markets Division, Food and Agriculture Organization of the United Nations Rome.

¹³ Losch B., Fréguin-Gresh S. & White, E. 2011, Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change. Final Report of the RuralStruc Program, Revised

19. Par exemple, les migrations peuvent faire baisser la pression qui s'exerce sur les marchés du travail locaux et pousser les salaires à la hausse dans l'agriculture, tandis que les envois de fonds peuvent alléger les problèmes de liquidités et fournir une assurance en cas de chocs. À plus long terme, les envois de fonds des migrants et les investissements de la diaspora, ainsi que les compétences et les connaissances acquises, et les réseaux sociaux, peuvent avoir une incidence profonde sur les zones rurales, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des investissements dans l'agriculture et les activités non agricoles.

20. Cependant, la transformation pose également un certain nombre de problèmes qui lui sont propres. Les petits agriculteurs, en particulier les agricultrices, ont des difficultés à accéder au crédit, aux marchés et aux transports, et sont confrontés à des obstacles créés par les normes de qualité, de traçabilité et de certification. Ils peuvent donc rencontrer des difficultés pour participer aux nouvelles chaînes de valeur intégrées et auront besoin de soutien pour tirer pleinement parti des nouvelles opportunités. Le secteur de la post-production, qui connaît un développement important, doit bénéficier d'une attention accrue afin d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire le gaspillage et d'augmenter les profits tout au long de la chaîne de valeur.

21. La consommation d'aliments plus nutritifs, comme les fruits, les légumes, les céréales complètes et les produits comestibles de la mer, a augmenté dans le monde entier au cours des dernières décennies. La consommation d'aliments hautement transformés, comme les boissons sucrées et les produits transformés à base de viande, a connu une hausse parallèle mais plus rapide¹⁴. Il en résulte, notamment, que les décideurs politiques devraient envisager la nécessité d'améliorer la qualité des régimes alimentaires des consommateurs et de prévenir la malnutrition sous toutes ses formes.

22. La satisfaction de la demande croissante dépendra de la disponibilité de nouvelles terres, de l'intensification de l'agriculture dans la région (voir section III) et de la capacité de procéder aux investissements nécessaires dans la chaîne de valeur post-production. L'augmentation des rendements passera par une utilisation accrue d'engrais, d'eau, de pesticides, de médicaments, de nouvelles variétés végétales et de races animales et de pratiques agricoles innovantes. Cependant, l'extension des terres utilisées et l'intensification de la production ont également un coût élevé pour la société et l'environnement. La surpêche, la dégradation des sols et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre qui aggravent la menace du changement climatique font partie de ces coûts¹⁵.

23. Il faut, pour augmenter durablement la production, répondre à des questions difficiles, par exemple: comment produire davantage sur des terres déjà cultivées sans empiéter sur les forêts, comment construire des chaînes de valeur efficaces, comment réduire les pertes et gaspillages après récolte et comment s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets? Les effets du changement climatique sur l'agriculture subsaharienne sont, dans certains cas et dans certaines régions, considérables et négatifs¹⁶.

24. Il est impératif d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources ainsi que leur conservation à chaque étape de la filière d'approvisionnement afin de répondre à l'augmentation et à l'évolution de la demande alimentaire, d'interrompre la dégradation de l'environnement et d'en inverser le processus. En outre, dans les systèmes non irrigués, qui représentent 95 pour cent des terres agricoles en Afrique subsaharienne, l'extension de l'irrigation et l'amélioration de la gestion des eaux de pluie et de l'humidité du sol sont des éléments clés pour accroître la productivité et réduire les pertes de rendement lors des périodes sèches et des périodes où les précipitations sont variables.

Version. Washington, DC, World Bank. Cette question est abordée plus en détail dans le document ARC/18/4, «Emploi des jeunes: exploiter les débouchés dans les secteurs agricoles et ruraux en Afrique».

¹⁴ FAO. 2017. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. Tendances et défis. Rome.

¹⁵ Le changement climatique est examiné dans le document ARC/18/3, «Changement climatique et ses incidences sur les travaux et les activités de la FAO».

¹⁶ FAO. 2016. La situation de l'alimentation et de l'agriculture. Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire. Rome.

25. Il est nécessaire par ailleurs de reconnaître les interdépendances entre les migrations, la sécurité alimentaire et l'agriculture et le développement rural. Les migrations ne peuvent contribuer à la réalisation des ODD que si elles sont sûres et régulières et ne sont pas une nécessité. Cependant, les phénomènes migratoires dans la région sont dus principalement à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et au manque d'emplois et de moyens de subsistance. Il est essentiel d'améliorer les données sur les modèles, les facteurs déterminants et les effets de l'émigration rurale et de renforcer la cohérence entre les politiques concernant les migrations, la sécurité alimentaire et le développement agricole et rural, notamment l'adoption et la mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations aux niveaux régional et national.

III. Amélioration de la productivité agricole au service d'une croissance durable

26. En Afrique subsaharienne, la production agricole devra plus que doubler d'ici à 2050 pour répondre à l'augmentation de la population et des revenus. Au cours des dernières décennies, la production a pu augmenter principalement en raison de l'extension des terres cultivées. En revanche, les rendements sont restés faibles¹⁷. Mais aujourd'hui, les terres sont rares et près de 91 pour cent des terres inutilisées, mais arables, restantes sont situées dans 6 à 9 pays d'Afrique subsaharienne, et un quart de ces terres excédentaires sont couvertes de forêts¹⁸.

27. Il faudra, pour accroître la production agricole dans les années à venir, passer d'une stratégie fondée sur l'extension des superficies à une stratégie fondée sur l'investissement dans certaines activités, notamment la recherche-développement et la vulgarisation, qui stimulent la productivité totale des facteurs (PTF). La PTF stagne dans la région mais elle semble s'être améliorée dans certains pays au cours des dernières années¹⁹.

28. Les travaux de recherche menés à l'échelle internationale peuvent avoir des retombées bénéfiques et des organisations internationales telles que l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO) mettent au point de nouvelles technologies très importantes. Il est par ailleurs possible de resserrer les relations avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et d'autres partenaires internationaux, par exemple en renforçant la coopération Sud-Sud.

29. Les capacités nationales de recherche-développement agricole jouent un rôle déterminant dans l'adaptation des nouvelles technologies aux conditions locales et dans la mise en avant des cultures et des animaux d'élevage qui font l'objet d'une attention limitée. Les dépenses agricoles en recherche-développement n'ont augmenté que de 0,6 pour cent en 1980-1990 et de -0,5 pour cent en 1990-2000, avant de remonter fortement entre 2000 et 2014, passant de 1,7 milliard d'USD à 2,5 milliards d'USD (à parité de pouvoir d'achat de 2011)²⁰. On note cependant que les trois quarts de cette augmentation ont eu lieu en Éthiopie, au Ghana, au Nigéria, en Afrique du Sud et en Ouganda.

30. Malgré l'augmentation des dépenses consacrées à l'agriculture, l'objectif du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qui prévoit des dépenses de recherche-développement dans l'agriculture égales à 1 pour cent du PIB agricole, n'est atteint que

¹⁷ BAD (Groupe de la Banque africaine de développement). 2016. Nourrir l'Afrique: Stratégie pour la transformation de l'agriculture en Afrique pour la période 2016-2025. Abidjan.

¹⁸ Jayne, T.S. & Traub, L.N. 2016. Megatrends Transforming Africa's Food Systems. Getting Ahead of the Puck on Policymaking. Foreign Affairs, Special Issue.

¹⁹ Yu, B. & Nin-Pratt, A. 2011. Agricultural Productivity and Policies in Sub-Saharan Africa. IFPRI Discussion Paper 01150. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.

²⁰ Beintema, N. & Stads, G.-J., 2017. A Comprehensive Overview of Investments and Human Resource Capacity in African Agricultural Research. ASTI Synthesis Report. International Food Policy Research Institute, Washington, DC.

dans très peu de pays²¹. Le recours à des programmes de recherche conjoints et des centres d'excellence régionaux pour renforcer la collaboration entre des systèmes de recherche agricole nationaux africains est une approche qui permet de tirer parti des dépenses publiques.

31. La recherche privée commence à se développer dans certains pays, notamment dans l'industrie des semences. Les entreprises privées, particulièrement actives, ont réussi à introduire des hybrides de maïs dans le commerce. Cependant, l'étroitesse des marchés, un environnement commercial difficile, la concurrence avec les entreprises publiques et l'incertitude qui pèse sur les droits de propriété intellectuelle sont autant de facteurs qui freinent, entre autres, les investissements du secteur privé dans la recherche-développement²². La recherche privée est encore limitée, à l'exception de l'Afrique du Sud, et c'est le secteur public qui doit prendre l'initiative en matière de recherche-développement, notamment en ce qui concerne les dysfonctionnements du marché.

32. Les nouvelles technologies sont essentielles mais elles ont besoin d'investissements complémentaires pour prendre toute leur mesure. Par exemple, les taux d'adoption des semences améliorées, toutes variétés confondues, à l'exception du riz, ont considérablement augmenté depuis 2000; pourtant, les rendements restent faibles. En effet, il n'y a pas eu d'augmentation concomitante de l'utilisation et de l'adoption d'intrants, tels que les engrais, et d'amélioration de la gestion des cultures. En Afrique subsaharienne, les engrais sont peu utilisés. En 2009-2012, la consommation moyenne est tombée de 14 à 9,7 kg/ha dans le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Elle est de 20,2 kg/ha dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de 11,5 kg/ha dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (à l'exclusion de l'Afrique du Sud et de Maurice), contre 159 kg/ha en Amérique latine et 396 kg/ha en Asie²³.

33. L'adoption d'intrants modernes dépend de leur rentabilité. Or, celle-ci s'améliore lorsque l'on investit dans la vulgarisation, les routes, les communications, l'électricité et l'irrigation. Des infrastructures médiocres réduisent la compétitivité. Une analyse comparative des coûts des engrais dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et en Thaïlande a permis de conclure que l'amélioration des systèmes de transport intérieurs entraînerait une baisse des prix des engrais, laquelle serait la plus importante dans les pays africains²⁴.

34. En outre, l'augmentation des investissements dans les systèmes d'irrigation peut accroître la productivité des terres et améliorer la stabilité des rendements. Ces investissements sont d'autant plus urgents que le changement climatique apporte son lot d'incertitudes, en particulier pour l'agriculture pluviale.

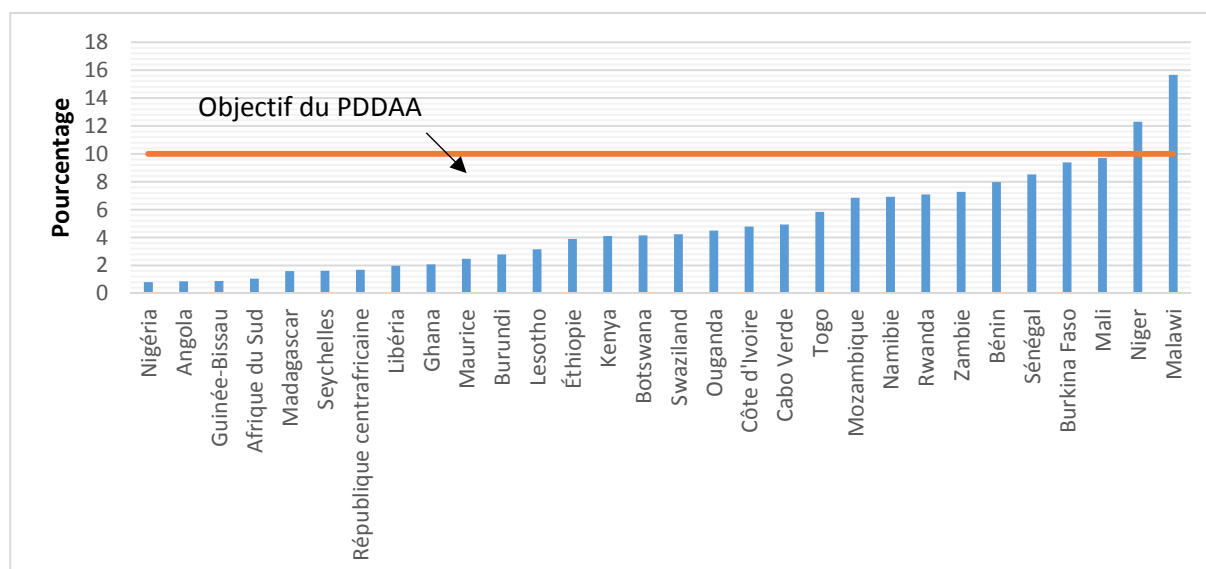
35. L'Afrique subsaharienne doit donc relever des défis d'envergure pour parvenir à une croissance soutenue de la productivité. La réalisation de l'objectif global du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), qui est de consacrer 10 pour cent des dépenses publiques à l'agriculture est une étape importante pour relever ces défis. Cependant, de nombreux pays sont en dessous de ce seuil (figure 4). Il est tout aussi important, par ailleurs, de trouver une méthode efficace de définition des priorités en matière d'investissements publics.

²¹ Goyal, A. & Nash, J. 2017. Reaping Richer Returns: Public Spending Priorities for African Agriculture Productivity Growth. Africa Development Forum series. World Bank, Washington, DC. World Bank. doi:10.1596/978-1-4648-0937-8.

²² Lynam, J., Beintema, N., Roseboom, J. & Badiane, O. 2016. Agricultural Research in Africa. Investing in Future Harvests. International Food Policy Research Institute, Washington, DC.

²³ Delve, R., Benfica, R., Keizire, B.B, Rusike, J., Harawa, R. Bigirwa, G., Muhhuku, F., Ininda, J., & Wakiumu, J. 2016. Agricultural Productivity through Intensification and Local Institutions. Chapter 5 in Africa Agriculture Status Report 2016: Progress towards Agricultural Transformation in Africa. Nairobi, Alliance for a Green Revolution in Africa.

²⁴ IFDC (International Fertilizer Development Center) and Chemonics International. 2007. Fertilizer Supply and Costs in Africa. IFDC, Muscle Shoals.

FIGURE 4: PART DE L'AGRICULTURE DANS LES DÉPENSES TOTALES (EN %), 2014

Source: IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires). 2017. 2017 Global Food Policy Report. International Food Policy Research Institute, Washington, DC. (Voir <https://doi.org/10.2499/9780896292529>).

36. Les partenariats public-privé (PPP), qui rassemblent les entreprises, les pouvoirs publics et la société civile, constituent une approche innovante pour tirer le meilleur parti des investissements publics. Ces partenariats, qui sont relativement nouveaux dans l'agriculture, ont la capacité de moderniser le secteur et de contribuer à un développement agricole durable et inclusif²⁵. Cependant, les PPP sont complexes, supposent des coûts de transaction élevés et sont mieux adaptés aux situations caractérisées par des dysfonctionnements du marché. Un cadre institutionnel et réglementaire bien conçu est essentiel pour inciter les acteurs privés à investir dans les projets d'infrastructure²⁶.

37. Il est également essentiel de formuler des politiques et des programmes publics et d'échanger des approches, des outils, des bonnes pratiques et des enseignements tirés de la façon dont les migrants et les personnes déplacées peuvent contribuer à toutes les dimensions du développement durable.

IV. Possibilités et difficultés du secteur privé.

38. L'urbanisation et l'augmentation des revenus sont des facteurs qui entraîneront un développement important des secteurs agricole et agroalimentaire et créeront des débouchés considérables pour les entreprises privées, d'autant que les agriculteurs et les entreprises fournissent déjà 80, 74 et 63 pour cent du marché des produits alimentaires en Afrique orientale, occidentale et australe, respectivement²⁷. Par exemple, le secteur nigérian de la volaille devrait croître de 20 pour cent par an de 2010 à 2020²⁸.

²⁵ FAO. 2016. Public-private partnerships for agribusiness development – A review of international experiences, by Rankin, M., Gálvez Nogales, E., Santacoloma, P., Mhlanga, N. & Rizzo, C. Rome.

²⁶ Banque mondiale. 2017. Africa's Pulse: une analyse des enjeux qui façonnent l'avenir économique de l'Afrique. Banque mondiale, Washington, DC.

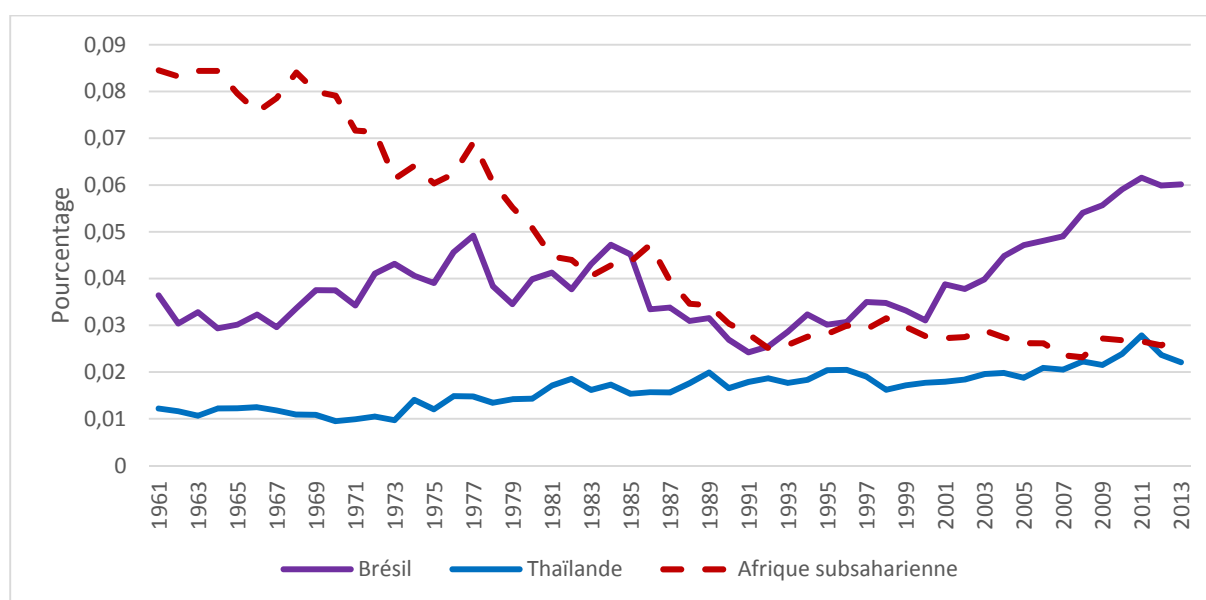
²⁷ Diao, X., Hazell, P., Resnick, D., & Thurlow, J. 2006. The role of agriculture in development: Implications for sub-Saharan Africa. Research report 153. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.

²⁸ Sahel Capital. 2015. An Assessment of the Nigerian Poultry Sector. Sahel Newsletter. 11, June. Sahel Capital Partners & Advisory Limited, Lagos, Nigeria.

39. Cependant, il n'est pas certain que l'offre locale puisse répondre à la hausse de la demande alimentaire car l'on constate que les importations de plusieurs produits ont régulièrement augmenté. Globalement, dans l'Afrique subsaharienne, la valeur des importations de riz, de blé, de sucre (raffiné et brut), d'huile de palme, de viande de poulet et de maïs s'est élevée à environ 21,3 milliards d'USD en 2013²⁹. De plus, de nombreux produits transformés sont importés.

40. Il est donc essentiel de tirer parti des opportunités pour éradiquer la pauvreté et la faim, mais le défi à relever est de taille. Le recul relatif de la part des exportations agricoles mondiales de l'Afrique subsaharienne est un indicateur approximatif du manque de compétitivité de ses produits agricoles (graphique 5). On note cependant que les agriculteurs et le secteur agroalimentaire savent saisir les nouvelles opportunités lorsque les incitations sont bien ciblées et que les conditions sont favorables. Par exemple, au Kenya, les exportations de produits horticoles sont passées de 21 milliards de shillings kenyans en 2000 à 97 milliards de shilling kenyans en 2014. En Éthiopie, les exportations des produits de la floriculture sont passées de 13 millions d'USD en 2005 à 550 millions d'USD en 2016³⁰.

FIGURE 5: PART DU BRÉSIL, DE LA THAÏLANDE ET DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DANS LES EXPORTATIONS AGRICOLES MONDIALES



Source: FAOSTAT. 2017. FAOSTAT. Base de données statistiques en ligne (voir: <http://faostat.fao.org>). FAO (2017). Sur la base d'un graphique original de la Banque mondiale. 2013. L'Afrique en croissance. Libérer le potentiel du secteur agroalimentaire. Banque mondiale, Washington, DC.

41. Les activités commerciales se heurtent à un certain nombre de contraintes, notamment les coûts élevés du transport et des transactions, et il est absolument nécessaire d'améliorer la logistique et les procédures de fret et d'abaisser les barrières non tarifaires en Afrique subsaharienne³¹. Cependant,

²⁹ FAO. 2017. FAOSTAT. Base de données statistiques en ligne (voir <http://faostat.fao.org>). FAO (2017).

³⁰ BAD (Groupe de la Banque africaine de développement). 2016. Nourrir l'Afrique: Stratégie pour la transformation de l'agriculture en Afrique pour la période 2016-2025. Abidjan.

³¹ Banque mondiale. 2013. L'Afrique en croissance. Libérer le potentiel du secteur agroalimentaire. Banque mondiale, Washington, DC.

la région, dans son ensemble, n'a enregistré qu'une amélioration limitée de ses résultats en matière de logistique au cours des dix dernières années³².

42. L'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication – environ 75 pour cent des Africains possèdent un téléphone mobile – peut être l'occasion d'élaborer de nouvelles formes de vulgarisation agricole, de contribuer à améliorer l'intégration des marchés, de réduire les coûts de transport, de fournir de meilleures informations sur les prix et de faciliter les échanges. Les fédérations régionales d'agriculteurs telles que l'Organisation paysanne panafricaine (PAFO) et les plateformes sous-régionales qui leur sont associées jouent également un rôle important dans la mesure où elles facilitent le transfert des technologies de production, aident les agriculteurs à travailler à plus grande échelle et plaident en faveur de politiques gouvernementales favorables. Les organisations paysannes peuvent également veiller à ce que les petits agriculteurs tirent profit de leur participation aux chaînes de valeur en les aidant à négocier des contrats équitables avec les transformateurs et les négociants et à respecter les normes de qualité et de sécurité alimentaire. Il est essentiel d'apporter un soutien aux agriculteurs, notamment les jeunes et les agricultrices, pour assurer une croissance inclusive et faciliter la transformation du système alimentaire.

43. Les ressources naturelles sont une autre contrainte majeure en Afrique subsaharienne mais aussi une chance à saisir. Le continent représente la moitié des terres agricoles utilisables, mais non utilisées, dans le monde (voir section III). Cependant, l'absence de droits fonciers garantis et transférables est une contrainte qui peut dissuader les acteurs privés d'investir dans l'agriculture. Le continent dispose également de ressources en eau largement inexploitées et d'un potentiel d'irrigation d'environ 37 millions d'hectares³³.

44. En outre, la dégradation des sols, qui touche environ 494 millions d'hectares et qui s'étend chaque année, est une préoccupation croissante en Afrique subsaharienne³⁴. Il faudra, pour intensifier durablement la production, utiliser davantage d'engrais mais aussi trouver un juste équilibre entre la gestion de la matière organique du sol, la fertilité, la teneur en eau et l'utilisation de ces engrais³⁵. Il faudra également employer des techniques innovantes pour produire davantage, préserver l'environnement, améliorer la matière organique du sol, lutter contre les ravageurs et les maladies des plantes et adapter l'agriculture au changement climatique. Les pouvoirs publics jouent aussi un rôle déterminant en fournissant des données agro-économiques pertinentes sur les tendances agroclimatiques, les types de sol, les cartes des sols et les prix, autant d'informations qui permettent aux acteurs privés d'évaluer les risques et de prendre des décisions d'investissement.

45. Les politiques et programmes qui visent à développer les zones rurales - notamment les zones sujettes aux migrations - doivent également contribuer en priorité à améliorer l'intégration financière, offrir une éducation formelle et non formelle aux populations rurales, en particulier aux femmes et aux jeunes, faciliter l'accès aux ressources naturelles et promouvoir leur gestion inclusive, élargir la protection sociale et orienter les investissements vers les infrastructures rurales et les technologies agricoles. En particulier, ces interventions devraient consister à créer des emplois agricoles et non agricoles offrant de bonnes perspectives de carrière, et à améliorer la capacité des jeunes entrepreneurs à élaborer des plans d'activités viables dans les filières agricoles sélectionnées.

46. Les investissements du secteur privé jouent un rôle essentiel tout au long de la chaîne, depuis les fournisseurs d'intrants jusqu'aux transformateurs de produits agricoles, négociants, exportateurs, grossistes et détaillants. Les organisations de jeunesse, les associations d'agriculteurs, les associations de migrants et de diasporas devraient faire partie intégrante des débats. Dans ce contexte, le rôle,

³² World Bank. 2017. CPIA Africa. Assessing Africa's Policies and Institutions. Banque mondiale, Washington, DC.

³³ FAO. 2005. L'irrigation en Afrique en chiffres. . Enquête AQUASTAT – 2005. FAO, Rapports sur l'eau n° 29. Rome.

³⁴ FAO. 2015. État des ressources en sols dans le monde. Résumé technique. Rome.

³⁵ The Montpellier Panel. 2013. Sustainable Intensification: A New Paradigm for African Agriculture. London.

important, des pouvoirs publics est d'inciter les acteurs privés à investir dans le système alimentaire. Il est également nécessaire de mettre en place des politiques, des cadres juridiques, des systèmes d'information et des infrastructures qui permettent aux investisseurs de bénéficier de conditions de concurrence équitables et d'un environnement favorable. L'environnement réglementaire commercial s'est quelque peu amélioré au cours de la période 2010-2016, mais il reste très insuffisant dans de nombreux pays³⁶.

47. Il convient par ailleurs d'abaisser les barrières commerciales et non commerciales et de construire des infrastructures pour développer le commerce intrarégional, qui ne représente actuellement qu'environ 1 milliard d'USD, contre 25 milliards d'USD pour l'ensemble des importations de produits alimentaires. Cependant, la facilitation des échanges accuse un certain retard en Afrique par rapport aux pays qui obtiennent les meilleurs résultats en la matière. D'ailleurs la situation n'a guère progressé sur le continent, que ce soit dans ce domaine ou dans celui des politiques commerciales³⁷.

³⁶ World Bank. 2017. CPIA Africa. Assessing Africa's Policies and Institutions. World Bank, Washington, DC.

³⁷ World Bank. 2017. CPIA Africa. Assessing Africa's Policies and Institutions. World Bank, Washington, DC.